

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) du 6 août 2025

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Ministère de la Justice – Secrétariat Général
Service de l’Immobilier Ministériel

Représenté par Madame la Cheffe du Département de l’Immobilier
Délégation Interrégionale Sud Est
350 Avenue du club hippique - CS 70456
13096 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 2

Objet du marché

Marché d’assistance à maîtrise d’ouvrage pour l’établissement du Schéma
Directeur Immobilier – SDI des sites justice de la ville de Bastia.

Remise des offres

Date limite de réception des offres : **le 25 septembre 2025 à 12h00**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Table des matières

Article 1. Objet - intervenants - dispositions générales	4
1. 1. Objet du marché.....	4
1. 2. Titulaire du marché	4
1. 3. Sous-traitance.....	4
1. 4. Contenu de la mission	4
1. 5. Décomposition en tranches et lots	4
1. 6. Intervenants	4
1. 7. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail	5
1. 8. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés	6
1. 9. Réalisation de prestations similaires	6
1. 10. Obligation de discrétion - sécurité	7
1. 11. Notifications	7
1. 12. Responsabilités et Assurances	8
1. 13. Clauses sociales et environnementales	8
1. 13. 1. Clauses sociales.....	8
1. 13. 2. Clauses environnementales	9
1. 10. Promotion de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »	9
Article 2. Pièces constitutives du marché.....	10
Article 3. Propriété intellectuelle.....	10
Article 4. Rémunération - règlement des comptes - variation dans les prix	11
4. 1. Rémunération	11
4. 1. 1. Généralités.....	11
4. 1. 2. Montant	11
4. 1. 3. Modification.....	11
4. 1. 4. Tranches optionnelles.....	11
4. 2. Règlement des comptes	11
4. 2. 1. Modalités de paiement des avances, acomptes, soldes et indemnités – intérêts moratoires	11
4. 2. 2. Rythme de règlements	14
4. 2. 3. Modalités particulières de paiement.....	14
4. 2. 4. Acompte	14
4.2.5. Demande de paiement finale et décompte général définitif	15
4. 3. Variation dans les prix	16
4. 3. 1. Révision des prix	16
4. 3. 2. Mois d'établissement des prix du marché.....	17
4. 3. 3. Choix de l'index de référence.....	17
4. 3. 4. Modalités de révision des prix	17
4. 3. 5. Application de la taxe à la valeur ajoutée	17
Article 5. Délais d'exécution et pénalités	19
5. 1. Définitions et points de départ.....	19
5. 2. Pénalités de retard	19
5. 3. Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité	19
5. 4. Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD	19
5. 5. Pénalités pour non-respect des clauses environnementales.....	19

Article 6. Clauses de financement et de sûreté.....	20
6. 1. Retenue de garantie	20
6. 2. Avances	20
Article 7. Constatation de l'exécution des prestations	21
7. 1. Modalité de présentation, de vérification et de révisions relatives aux documents élaborés par le titulaire.....	21
7. 1. 1. Présentation des documents	21
7. 1. 2. Décisions relatives aux documents d'études	21
7. 1. 3. Délais de recevabilité des autres documents présentés par le titulaire.....	22
7. 2. Achèvement de la mission.....	22
7. 3. Arrêt de l'exécution des prestations	22
7. 4. Résiliation.....	22
7. 4. 1. Résiliation pour motif d'intérêt général	22
7. 4. 2. Résiliation pour faute du titulaire ou cas particulier.....	23
7. 4. 3. Résiliation du marché par arrêt des prestations ou autres cas de résiliation	23
Article 8. Différends – recours au médiateur « relations fournisseurs ».....	24
8. 1. Principes communs au règlement amiable des différends.....	24
8. 2. Possibilité de saisir le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs	24
8. 3. Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises	26
Article 9. Dérogations aux documents généraux	27

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

Article 1. Objet - intervenants - dispositions générales

1. 1. Objet du marché

Les stipulations du présent marché ont pour objet l'ensemble des prestations intellectuelles nécessaire à la mission **d'Assistant à Maîtrise d'ouvrage pour l'établissement d'un Schéma Directeur Immobilier – SDI des services justice de la ville de Bastia.**

Le périmètre de l'étude comporte 3 bâtiments des services Judiciaires, 2 bâtiments de l'administration pénitentiaire et 1 bâtiments non occupés.

Le détail des prestations à réaliser sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1. 2. Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché, désigné dans le présent CCAP sous le nom de « le titulaire », sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

1. 3. Sous-traitance

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par [l'article R.2193-1 du code de la commande publique](#), l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à [l'article 1.9.3.](#) ci-après.

1. 4. Contenu de la mission

La mission confiée au titulaire est constituée d'éléments de mission définis dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Ces éléments de mission, listés ci-après, sont considérés comme des parties techniques, au sens de [l'article 22 du CCAG PI.](#)

1. 5. Décomposition en tranches et lots

Le présent marché n'est pas alloti.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1. 6. Intervenants

Le maître d'ouvrage de l'opération est le Ministère de la Justice représentée par le Secrétariat Général du ministère et plus précisément le service de l'immobilier ministériel (SIM) et par délégation le Département Immobilier d'Aix-en-Provence (DI d'Aix-en-Provence) qui porte l'ensemble des projets immobiliers du ministère :

**Ministère de la Justice – Secrétariat Général
Service de l'Immobilier Ministériel**

**Représenté par Madame la Cheffe du Département de l'Immobilier
Délégation Interrégionale Sud Est**

Florence CHEHRIAN : florence.chehrian@justice.gouv.fr
350 Avenue du club hippique - CS 70456
13096 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 2

La conduite d'opération est assurée au sein du D.I. d'Aix-en-Provence par Marion CHARTIER, cheffe de projets et contact privilégié par le titulaire, dont les coordonnées sont :

Courriel : marion.chartier@justice.gouv.fr

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par la cheffe du Département Immobilier ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- Réception des communications du titulaire avec le maître d'ouvrage, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du maître d'ouvrage faisant courir un délai ([article 3.1 du CCAG PI](#)) ;
- Signature et notification des ordres de service ([article 3.8 du CCAG PI](#)) ;
- Réception de la demande de paiement ([article 11 du CCAG PI](#)) ;
- Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;

1. 7. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à [l'article 39.1 du CCAG PI 2021](#).

En application de [l'article D.8222-5 du Code du Travail](#), le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des [articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail](#) et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée [aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail](#). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles [D.8254-2 à 5 du Code du Travail](#).

1. 8. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des [articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail](#), le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des [articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail](#) et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux [articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail](#). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des [articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail](#).

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à [l'article R.2193-1 du CCP](#), une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de [l'article 4. 2. 4.](#) du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de [l'article L1262-4-1 du code du travail](#), lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1. 9. Réalisation de prestations similaires

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, [R.2122-7 du code de la commande publique](#) ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1. 10. Obligation de discrétion - sécurité

En application de [l'article 5.1 du CCAG PI 2021](#), le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché, dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet. Sauf précision contraire du représentant du pouvoir adjudicateur, tous les documents remis au titulaire, sont réputés confidentiels.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- s'interdire, sauf autorisation du pouvoir adjudicateur, toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers ;
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché ;
- ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- prendre toutes les mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies sauf instruction contraire du représentant du pouvoir adjudicateur ;
- remettre au représentant du pouvoir adjudicateur une attestation de destruction desdits fichiers.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraît utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues à l'article 5 du présent CCAP, la responsabilité du titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code Pénal.

1. 11. Notifications

En complément de l'article 3.1 du CCAG PI, les notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques sont réalisées dans les conditions suivantes :

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG PI. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du RPA.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Dans ce cas, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du RPA.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE) :

<http://www.marches-publics.gouv.fr> Elle permet l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges. Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au RPA ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites.

1. 12. Responsabilités et Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à [l'article 9. 2. du CCAG PI](#), les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

1. 13. Clauses sociales et environnementales

1. 13. 1. Clauses sociales

Sans objet

1. 13. 2. Clauses environnementales

Le titulaire devra être force de proposition sur l'application de la méthodologie envisagée pour promouvoir le réemploi de matériaux et l'utilisation de produits éco labellisés.

Par ailleurs, il devra justifier de ses propres pratiques en matière environnementale en produisant notamment :

1. Son bilan carbone dans l'exécution de ses missions (<https://base-empreinte.ademe.fr/>)
2. Toutes autres mesures appropriées permettant de réduire son Empreinte Carbone.

En complément des contraintes relatives aux économies d'énergies directement liées au bâtiment, le titulaire devra porter une attention toute particulière aux mesures qui permettront de mieux prendre en compte le développement durable lors de la passation et l'exécution des marchés de travaux.

Il devra suggérer dans ses diverses productions :

- des objectifs de développement durable dans les spécifications techniques,
- des propositions de caractéristiques environnementales des offres dans les critères d'attribution et dans les conditions d'exécution,
- des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi dans les conditions d'exécution des marchés,
- des objectifs d'utilisation de matériaux biosourcés ou bas-carbone.

1. 10. Promotion de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »

Le ministère de la Justice a été labellisé « Relations fournisseurs et achats Responsables » le 10 décembre 2024.

Par conséquent, le ministère souhaite continuer à améliorer sa relation avec ses fournisseurs en :

- mettant en place des conditions favorables au développement de relation équilibrée ;
- veillant aux intérêts des fournisseurs et sous-traitants ;
- valorisant la démarche d'écoute de la voix des fournisseurs.

Et encourage ses fournisseurs à :

- mettre en place une démarche d'amélioration continue en matière de RSE et valoriser les évolutions en cours de marché
- construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées ;
- développer les bonnes pratiques achats responsables dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement ;
- à s'engager dans un parcours d'achats responsables en signant la Charte RFAR et œuvrer à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,
- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

Article 2. Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante, les suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) sans ses annexes ;
- Les avenants éventuels ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- Les annexes financières de l'AE : éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI 2021) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique remis par le titulaire du marché, complété le cas échéant par les courriers de négociation.

Article 3. Propriété intellectuelle

Il est fait application des [articles 32 à 35 \(chapitre 6\) du CCAG PI](#). En particulier, le titulaire s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles auxquelles il pourrait avoir accès dans le cadre de l'exécution de son marché.

Article 4. Rémunération - règlement des comptes - variation dans les prix

4. 1. Rémunération

4. 1. 1. Généralités

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global forfaitaire fixé à l'article 2 de l'Acte d'Engagement. Ce forfait comprend l'ensemble des frais de déplacement éventuellement nécessaires, notamment pour :

- les visites sur le lieu d'exécution ;
- les réunions prévues sur le lieu d'exécution ;
- les réunions éventuelles pouvant se tenir au Département immobilier d'Aix-en-Provence ;
- les réunions éventuelles pouvant se tenir sur le lieu d'exécution.

4. 1. 2. Montant

Le montant de la rémunération est égal au montant hors TVA mentionné à l'article 2.1 de l'acte d'engagement.

4. 1. 3. Modification

En cas de modification du programme ou de la mission décidée par le maître de l'ouvrage, le marché fait l'objet d'un avenant (modification du marché au sens du code de la commande publique).

La rémunération est adaptée à partir d'une proposition du titulaire faisant apparaître notamment la description des prestations supplémentaires décomposées en temps prévisionnel nécessaire à leur exécution, par compétences et éléments de mission.

Cette proposition est négociée sur la base des critères d'étendue et de complexité du programme ou de la mission modifiée, ainsi que des informations figurant dans les annexes de l'AE.

4. 1. 4. Tranches optionnelles

Sans objet

4. 2. Règlement des comptes

4. 2. 1. Modalités de paiement des avances, acomptes, soldes et indemnités – intérêts moratoires

Le terme « facture » désigne dans le présent marché « le projet de décompte » de chaque intervenant. Les factures sont transmises par voie dématérialisée après avoir été visées préalablement par le mandataire en cas de groupement.

4. 2. 1. 1. Demande de paiement – dématérialisation :

Conformément aux [articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP](#), l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à [l'article D.2192-2 du code de la commande publique](#) ainsi que **les éléments à renseigner obligatoirement dans le logiciel pour chaque demande de paiement dématérialisée :**

- N° Siret du mandataire
- N° SIRET de l'ETAT : **110 002 011 00044**
- Code du Service Exécutant de la dépense : FAC0000013
- Destinataire : Min Finances DRFIP PACA et Bouches du Rhône
- Numéro d'engagement juridique EJ (numéro à 10 chiffres figurant sur l'acte d'engagement et sur la notification du marché)

Ces modalités de transmission concernent toutes les demandes de paiement relatives au marché (état d'acompte, solde...) et émanant selon les cas :

- du titulaire : cadre de facturation A1 ;
- des co traitants (transmission à l'attention du titulaire pour 'validation') : cadre de facturation A12
- des sous-traitants (transmission à l'attention du titulaire pour validation) : cadre de facturation A9.

La dématérialisation des factures avec Chorus pro peut être opérée selon plusieurs modalités parmi lesquelles la saisie en ligne de la facture et le dépôt en ligne de la facture. Des possibilités sont aussi proposées qui permettent aux opérateurs économiques de mener le raccordement de leur système informatique de facturation directement à Chorus Pro ou par l'intermédiaire d'un portail tiers.

4. 2. 1. 2. Modalités de transmission par Chorus PRO des demandes de paiement selon la nature de l'attributaire :

- **le titulaire est un candidat individuel, unique.**

En l'absence de sous-traitance, la demande de paiement, établie en fonction de la décomposition du prix global et forfaitaire, figurant à l'annexe de l'acte d'engagement, est envoyée, au maître d'ouvrage, par l'intermédiaire de chorus Pro sur le SIRET de l'État.

En cas de sous-traitance,

1. le sous-traitant :

- Transmet sa demande de paiement, par l'intermédiaire de chorus Pro sur le SIRET du titulaire ;
- Le titulaire valide, sous 15 jours, cette demande directement dans Chorus Pro ce qui déclenche son transfert automatique sur le SIRET de l'État.

2. le titulaire établit la demande de paiement global, en fonction de la décomposition du prix global et forfaitaire, figurant à l'annexe de l'acte d'engagement. À cette demande sont jointes, la demande de paiement du sous-traitant et l'attestation de paiement. Le tout est transmis, au maître d'ouvrage, par l'intermédiaire de chorus Pro sur le SIRET de l'État.

- **le titulaire est un groupement conjoint avec mandataire solidaire :**

1. chaque co-traitant :

- dépose sa demande de paiement directement dans Chorus Pro, ce qui déclenche son transfert automatique sur le SIRET de l'État. Il transmet une copie de sa demande (et de celle de ses sous-traitants) au mandataire (par mail) afin que ce dernier établisse la synthèse globale de demande de paiement du groupement conjoint (dont le mandataire est solidaire) ;

- le mandataire établit la demande de paiement global du groupement et joint sa facture. Il dépose le tout directement dans Chorus Pro, ce qui déclenche son transfert automatique sur le SIRET de l'État.

En cas de sous-traitance, le sous-traitant transmet sa demande de paiement, par l'intermédiaire de chorus Pro sur le SIRET du titulaire. Ce dernier dresse une attestation de sous-traitance qui valide l'avancement et établit un bilan global de l'avancement de sa part, part sous-traitée incluse. Il joint sa facture et celle de son sous-traitant dans chorus Pro avec le SIRET de l'Etat et transmet une copie au mandataire pour lui permettre de synthétiser l'ensemble des paiements.

2. le mandataire établit la demande de paiement global, en fonction des modalités de décomposition et/ou répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement. À cette demande sont jointes, la demande de paiement de chaque cotraitant ainsi que la demande de paiement et l'attestation de paiement de chaque sous-traitant. Le tout est transmis, au maître d'ouvrage, par l'intermédiaire de chorus Pro sur le SIRET de l'État.

- **le titulaire est un groupement solidaire :**

1. chaque co-traitant :

- dépose sa demande de paiement directement dans Chorus Pro, et la transmet dans chorus PRO au mandataire du groupement solidaire (en indiquant son SIRET) afin que ce dernier établisse la synthèse globale de demande de paiement du groupement solidaire.
- En cas de sous-traitance, le sous-traitant transmet sa demande de paiement, par l'intermédiaire de chorus Pro sur le SIRET du titulaire ;

2. le mandataire établit la demande de paiement global, en fonction des modalités de décomposition et/ou répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement. À cette demande sont jointes, la demande de paiement de chaque co-traitant ainsi que la demande de paiement et l'attestation de paiement de chaque sous-traitant. Le tout est transmis, au maître d'ouvrage, par l'intermédiaire de chorus Pro sur le SIRET de l'État.

Le numéro du SIRET de l'État est 110 002 011 00044

Rappel

Le portail Chorus Pro est accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour information, le site suivant centralise la documentation sur Chorus Pro:

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&nameApp=FAQHook#/app/faq>

4. 2. 1. 2. Délai de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux [articles L.2192-12 à L.2192-14](#) et [R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP](#), au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes et du solde est la date de dépôt de la facture sur Chorus Pro.

4. 2. 2. Rythme de règlements

Les dispositions des [articles 11](#) et [12 du CCAG PI](#) sont applicables. Le règlement des sommes dues au titulaire pour l'exécution des missions définies au CCTP, fait l'objet d'acomptes et d'un solde. La périodicité des règlements sera mensuelle.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission jusqu'à la remise du livrable dans la limite de 80 % du montant de la mission. Les 20 % restant seront versés après validation du livrable par le maître d'ouvrage. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RPA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Le montant de chaque acompte relatif aux missions est déterminé à partir des montants figurants en annexe 1 de l'acte d'engagement dûment complétée par le titulaire.

4. 2. 3. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec des **prestataires groupés**, la signature de la demande d'acompte ou du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

En complément aux dispositions de [l'article 12.2 du CCAG PI 2021](#), le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une demande de paiement via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre. Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée au maître d'ouvrage.
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à [l'article 4. 2. 1.](#) ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'ouvrage de l'avis de dépôt ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

4. 2. 4. Acompte

4.2.4.1. Demande d'acompte

La demande d'acompte, établie par le titulaire individuel ou le mandataire du groupement, est envoyée selon les modalités de [l'article 4. 2. 1.](#) ci-dessus.

Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de mission définies aux [articles 1. 4.](#) et [4. 2. 2.](#) du présent CCAP, ainsi que leurs prix, évalués en prix de base et hors TVA.

4.2.4.2. Acompte

A partir de la demande d'acompte présentée par le titulaire ou le mandataire du groupement, le RPA détermine le montant de l'acompte à lui verser dans un état d'acompte qui fait ressortir :

- a) L'évaluation, en prix de base, de la fraction du montant du marché à régler compte tenu des prestations effectuées depuis le début du marché ;
- b) Les pénalités ou réfections éventuelles prévues au présent CCAP, et ce, depuis le début du marché ;
- c) L'évaluation, en prix de base et hors TVA, du montant dû au titulaire depuis le début du marché, qui est égal au poste a diminué du poste b ci-dessus ;
- d) Le montant, en prix de base et hors TVA, du poste c de l'état d'acompte précédent ;
- e) Le montant, en prix de base et hors TVA, dû au titre de l'acompte, qui est égal au poste c du présent état diminué du poste d ci-dessus ;
- f) Le moment venu, l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance forfaitaire ;
- g) L'incidence de la TVA ;
- h) Le montant de l'acompte à verser, ce montant est la récapitulation des montants e, f et g ci-dessus.

4.2.5. Demande de paiement finale et décompte général définitif

4.2.5.1. Demande de paiement du solde

Après constatation de l'achèvement de la mission du titulaire dans les conditions prévues à [l'article 7.2](#) ci-dessous, le titulaire adresse au RPA la demande de paiement pour solde (ou demande de paiement final) correspondant aux prestations réalisées, en précisant leurs prix évalués en prix de base et hors TVA.

4.2.5.4. Décompte général

Le pouvoir adjudicateur établit le projet de décompte général qui comprend :

- Le décompte final qui fait apparaître :
 - a) Le montant figurant dans la demande de paiement du solde adressée par le titulaire, éventuellement rectifié par le RPA ;
 - b) Les pénalités, réfections ou réductions éventuelles, et ce, depuis le début du marché ; Les pénalités pour retard font l'objet d'un décompte spécifique indiquant les montants journaliers, le nombre de jours de retard et les dates d'échéance contractuelle retenues ;
 - c) Le montant, en prix de base et hors TVA, dû au titre de la mission, qui est égal au poste a diminué du poste b ci-dessus ;
 - d) Le montant, en prix de base et hors TVA, du poste c de l'état d'acompte précédent ;
 - e) Le montant, en prix de base et hors TVA, du solde, qui est égal au poste c du présent décompte diminué du poste d ci-dessus ;
 - f) L'incidence de la clause de variation des prix appliquée, conformément à [l'article 4.3](#) du présent CCAP, sur le poste e ci-dessus ;
 - g) L'incidence éventuelle du remboursement de l'avance ;

h) L'incidence de la TVA ;

- L'état du solde, établi à partir de la demande de paiement final, son montant est la récapitulation des montants e, f, g et h ci-dessus ;
- La récapitulation des acomptes et du solde.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le projet de décompte général est signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et devient alors le décompte général. Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire ou au mandataire du groupement le décompte général avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- Quarante jours après la date de remise au pouvoir adjudicateur de la demande de paiement final par le titulaire ;
- Douze jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

Si le pouvoir adjudicateur s'abstient de notifier au titulaire ou au mandataire du groupement, dans les délais stipulés ci-dessus, le décompte général signé, celui-ci lui adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire ou au mandataire du groupement du décompte général signé par le représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire ou le mandataire du groupement à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire ou le mandataire du groupement n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter la lettre de réclamation mentionnée à [l'article 43 du CCAG PI 2021](#).

À compter de la date d'acceptation du décompte général par le titulaire, ce document devient le décompte général et définitif, et ouvre droit à paiement du solde.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des [articles L.2193-10 à L.2193-14](#) et [R.2193-10 à R.2193-16 du CCP](#), le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

4. 3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

Par dérogation à [l'article 15 du CCAG PI](#), les indemnités, les pénalités, les retenues et les primes sont établies hors TVA et ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Les prix sont **révisables** suivant les modalités fixées aux articles ci-après.

4. 3. 1. Révision des prix

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux [articles 4. 3. 3.](#) et [4. 3. 4](#) du présent CCAP

Les indemnités, les pénalités, les retenues et les primes sont établies hors TVA et ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

4. 3. 2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page de garde de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

Si le présent marché a fait l'objet d'une négociation, un nouvel acte d'engagement sera établi et le mois m_0 défini sera actualisé à la date de l'offre finale négociée.

4. 3. 3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index Ingénierie (base 2010) consultable sur le site de l'INSEE à l'adresse :

<http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/bsweb/serie.asp?idbank=001711010>

4. 3. 4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times \frac{I_n}{I_0}$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois au cours duquel chacun des règlements prévus à [l'article 4. 2. 2.](#) est dû au titulaire.

Toutefois si la période de règlement de l'acompte est supérieure à un mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

En application des [articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP](#), la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

En application de [l'article 10.2.3. du CCAG PI](#), le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. En complément de [l'article 10.2.3 du CCAG PI](#) l'arrondi est appliqué au résultat final.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

En application de [l'article 10.2.2 du CCAG PI](#) qui précise que le marché prévoit la périodicité de la révision des prix, et afin de faciliter la gestion financière du marché, la révision des prix sera calculée uniquement au moment de l'établissement du décompte général.

Pour les marchés à tranches ferme et optionnelles, la révision peut intervenir au moment du règlement du solde de la tranche.

4. 3. 5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts ([article 283-1](#)) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de [l'article 289A du Code Général des Impôts](#).

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

Article 5. Délais d'exécution et pénalités

La notification du marché vaut commencement de son exécution.

5. 1. Définitions et points de départ

La durée du marché est fixée à l'article 3 de l'Acte d'Engagement, il court à compter de la notification du marché.

5. 2. Pénalités de retard

Les pénalités ne sont pas affectées par la clause de révision des prix.

Les dispositions en matière de pénalités sont les suivantes :

- Par dérogation à [l'article 14.1.3 du CCAG PI](#) le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité
- Par dérogation à [l'article 14.1.2 du CCAG PI](#), les pénalités de retard ne sont pas plafonnées
- Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à [l'article 14.1.1 du CCAG PI](#)
- Par dérogation à [l'article 14 du CCAG PI](#), la pénalité journalière est fixée à 150€
- Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard ou de l'absence ou du manquement.
- Le nombre de jour de retard est obtenu par différence entre la date de remise du/des document(s) et la date limite.
- En outre, l'absence de déclaration de changement de domiciliation bancaire se voit sanctionnée de pénalités dont le montant sera égal aux intérêts moratoires induits par le retard de paiement qui en a résulté.
- Les pénalités sont cumulables entre elles.

5. 3. Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1. 10. du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000€.

5. 4. Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1. 10. du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000€.

5. 5. Pénalités pour non-respect des clauses environnementales

En cas de non-respect des engagements pris par le titulaire dans son mémoire technique ou des obligations fixées à l'article 1. 9. 5. du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50€ HT par manquement constaté.

Article 6. Clauses de financement et de sûreté

Par dérogation à l'article 30 du CCAG PI, les prestations ne font pas l'objet d'une garantie technique.

6. 1. Retenue de garantie

Sans objet.

6. 2. Avances

Une avance est accordée au titulaire pour l'ensemble des marchés sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Elle est due sur la base du montant initial du marché diminué le cas échéant du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

En application de [l'article R2191-7](#) du code de la commande publique, le montant de l'avance est fixé, sous réserve des dispositions des articles [L.2191-2](#), [L.2191-3](#) et [R.2191-3 à 12 du code de la commande publique](#), à **5 %** (ou 20 % dans le cas prévu à [l'article R2191-7 du code de la commande publique](#)) du montant initial TTC du marché.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à [l'article 4. 2. 1.](#) ci-dessus compté à partir de la date de notification du marché.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et aux cotraitants, sauf refus de leur part.

Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles [L.2191-2](#), [L.2191-3](#) et [R.2191-3 à 12 du code de la commande publique](#), dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Les limites fixées aux [articles R. 2191-3 à R. 2191-10](#), sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial mentionné à [l'article R. 2193-3 du CCP](#). Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'effectue selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

Les modalités de remboursement de l'avance au titulaire ou aux sous-traitants sont fixées à [l'article R2191-11 du code de la commande publique](#).

Article 7. Constatation de l'exécution des prestations

7. 1. Modalité de présentation, de vérification et de révisions relatives aux documents élaborés par le titulaire

7. 1. 1. Présentation des documents

Les documents présentés par le titulaire sont remis au RPA, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : pdf, dxf, ppt, doc, xls, odc, odp, odt.

En complément, un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

En application de [l'article 28.4.2 du CCAG PI](#), le titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées pour vérifications.

7. 1. 2. Décisions relatives aux documents d'études

Le représentant du pouvoir adjudicateur procède à la vérification de la conformité de chaque document d'études par rapport aux stipulations du présent marché.

Par dérogation à [l'article 28.2 du CCAG PI](#), le RPA dispose d'un délai d'un mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'admission avec réfaction, d'ajournement ou de rejet.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage de ces documents. Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (approbation tacite).

À l'issue des opérations de vérification, la décision prononcera soit :

7. 1. 2. 1. L'admission ou l'admission sous réserves

Lorsque les prestations répondent entièrement aux stipulations du marché, le RPA prononce l'admission des prestations.

Par dérogation à [l'article 29.1 du CCAG PI](#), lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des réserves existent mais qu'elles ne remettent pas en cause le projet et peuvent être levées dans la suite des études, la décision d'admission est sous réserves.

7. 1. 2. 2. L'admission avec réfaction

Par dérogation à [l'article 29.3 du CCAG PI](#) la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de [l'article 43 du CCAG PI](#) ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire formule des observations, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

7. 1. 2. 3. L'ajournement

Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur, les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux 3 et 4 de l'article 29 du CCAG PI, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Par dérogation au 3ème alinéa de [l'article 29.2.1 du CCAG PI](#), le silence gardé par l'acheteur au-delà de 30 jours vaut décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le RPA et soumis aux dispositions de l'article 5-2. ci-dessus.

7. 1. 2. 4. Le Rejet

Lorsque le RPA estime que les prestations ne sont pas conformes aux stipulations du marché car elles appellent des réserves telles qu'elles ne peuvent être admises en l'état et qu'il n'apparaît pas possible d'en prononcer l'ajournement ou la réfaction, le RPA prononce une décision motivée de rejet partiel ou total des prestations concernées qui est notifiée au titulaire.

En application de [l'article 29.4.2 du CCAG PI](#), le titulaire dispose de 15 jours à compter de la réception de la décision de rejet pour remettre les prestations modifiées.

Les pénalités pour retard prévues à [l'article 5.2](#). Ci-dessus s'appliquent en cas de retard dans la remise des prestations modifiées.

Suite à une décision de rejet, le RPA dispose, pour admettre les prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

7. 1. 3. Délais de recevabilité des autres documents présentés par le titulaire

Sans objet.

7. 2. Achèvement de la mission

La mission du titulaire s'achève à la levée de la dernière réserve ou lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur décide que les obligations contractuelles du titulaire sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le représentant du pouvoir adjudicateur.

7. 3. Arrêt de l'exécution des prestations

Le RPA se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à [article 1. 5.](#) du présent CCAP.

7. 4. Résiliation

Il sera fait, le cas échéant, application des [articles 36 à 40 inclus du CCAG PI 2021](#), avec les précisions décrites dans les articles suivantes :

7. 4. 1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage, prévu à [l'article 40 du CCAG PI](#), est fixé à 3 %.

7. 4. 2. Résiliation pour faute du titulaire ou cas particulier

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à [l'article 3.4.2 du CCAG PI 2021](#), complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de [l'article 39 du CCAG PI 2021](#).

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux [articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8](#) du Code du Travail ou aux [articles R.2143-6 à R.2143-10](#) du code de la commande publique ou aux [articles D.8254-2 à 5](#) du Code du Travail, le maître de l'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, dans les conditions définies à [l'article 39 du CCAG PI](#).

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de [l'article L.8222-6](#) du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des [articles L8221-3 à L8221-6](#) du Code du travail sur le travail dissimulé.

7. 4. 3. Résiliation du marché par arrêt des prestations ou autres cas de résiliation

Par dérogation à [l'article 38.3 du CCAG PI](#), en cas d'arrêt des prestations au cours d'une tranche, une indemnité est versée dans les conditions de [l'article 7.4.1](#) du présent CCAP sauf si l'arrêt intervient du fait de la défaillance du titulaire.

Article 8. Différends – recours au médiateur « relations fournisseurs »

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable ou le recours à la médiation dans la résolution de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

8. 1. Principes communs au règlement amiable des différends

- **Rappels quant aux modalités alternatives au règlement des différends**

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement permettant aux parties de trouver un accord à l'amiable sans procédure judiciaire classique. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

- **Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions**

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

- **Confidentialité**

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations.

Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles.

Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

8. 2. Possibilité de saisir le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le Médiateur interne « relations fournisseurs », dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception à l'attention de :

Monsieur le Médiateur interne « relations fournisseurs »

13 place Vendôme

75042 Paris Cedex 01

Par ailleurs, le Médiateur interne « relations fournisseurs » peut être consulté par téléphone au 06 77 62 09 60.

ATTENTION : le Médiateur interne « relations fournisseurs » n'intervient que pour les différends entre le(s) titulaire(s) du marché et le ministère.

- **Modalités de saisine du Médiateur interne « Relations fournisseurs »**

La saisine du Médiateur interne « relations fournisseurs » doit comporter :

- le nom de l'entreprise à l'origine de la demande,
- son numéro de SIRET,
- l'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s),
- l'objet de sa sollicitation,
- le service concerné au sein du ministère de la Justice,
- les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le Médiateur interne « relations fournisseurs » se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le Médiateur interne « relations fournisseurs » sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le Médiateur interne « relations fournisseurs » envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

- **Durée de la médiation**

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le Médiateur interne « relations fournisseurs » dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à [l'article L. 213 6 du code de justice administrative](#).

8. 3. Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au Médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des [articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique](#).

Le **Comité consultatif** compétent est :

Direction des affaires juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public
1C - Bâtiment Condorcet
6, rue Louise Weiss - Télédoc 353
75703 PARIS Cedex 13

Le **Médiateur des entreprises** :

Remplir le formulaire en ligne : [Le Médiateur des entreprises](#)

Adresse mail : mediateur.des-entreprises@finances.gouv.fr

Article 9. Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG

CCAP 1. 12	déroge à l'article	9.2 du CCAG PI
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG PI
CCAP 4. 3	déroge à l'article	15 du CCAG PI
CCAP 5. 2	déroge à l'article	14, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG PI
CCAP 6	déroge aux articles	30 du CCAG PI
CCAP 7. 1. 2	déroge à l'article	28.2 du CCAG PI
CCAP 7. 1. 2. 1	déroge à l'article	29.1 du CCAG PI
CCAP 7. 1. 2. 2	déroge à l'article	29.3 du CCAG PI
CCAP 7. 1. 2. 3	déroge à l'article	29.2.1 du CCAG PI
CCAP 7. 4. 3	déroge à l'article	38.3 du CCAG PI

b) Normes françaises homologuées

Sans objet.

c) Autres normes

Sans objet.

A _____, le
Le titulaire (cachet et signature)